

# TRIBUNE DE GAUCHE



**S' ENTENDRE...  
POUR  
QUOI ?**

Découvrez l'INDE

avec

***AIR-INDIA***



GENEVE - Rue de Chantepoulet 7  
tél. : (022) 32 06 60

## TRIBUNE DE CAUX

France : 68, bd Flandrin, Paris 16<sup>e</sup>  
Suisse : Case postale 3, 1211 Genève 20

N° 21 — DÉCEMBRE 1971

**Cahier mensuel publié par le Réarmement moral à destination du monde francophone. L'actualité sous un éclairage original. Le reflet d'une action mondiale visant au changement de la société par le changement de l'homme.**

**Responsable de la publication :**  
Jean-Jacques Odier.

**Rédaction et réalisation :**

Paul-Emile Dentan, Jean-Marc Duckert, Claire Evans-Weiss, Catherine Guisan, Philippe Lasserre, Danielle Maillefer, Daniel Mottu, Philippe Schweisguth.

**Administration et diffusion :**

Nancy de Barrau, Jean Fiaux, Hélène Golay, Jacques Meyer, Marcel Seydoux.

**Société éditrice :**

Éditions, théâtre et films de Caux S. A.

**Composition, tirage offset :**

Imprimerie Corbaz S. A., Montreux.

**ABONNEMENTS :** voir page 14

## SOMMAIRE

**4 Le dossier des relations franco-britanniques**

par Claire Evans-Weiss.  
Française, elle est la femme d'un Anglais. Il l'a aidée de ses conseils.

*Caricatures d'Einar Engebretsen*

**8 Le combat pour l'homme,**

par Maurice Mercier.  
Réflexions d'un syndicaliste.

**11** Le récit d'un ouvrier de Hawker-Siddeley.

**14** **La politique au féminin**  
par Catherine Guisan.

## En attendant un ami

par Fred Ladenius

*Décembre. L'approche des fêtes illumine déjà les rues des grandes villes. Comment la lumière de Noël viendra-t-elle éclairer les hommes — et d'abord, ceux qui se réclament de Noël, les chrétiens? L'expérience de chacun ne ressemble à nulle autre. Notre correspondant Fred Ladenius évoque celle qu'il vient de faire.*

A la gare de Rome, l'autre soir, j'attendais un ami. Sous la voûte immense, dans la lumière plate du néon et le tumulte des haut-parleurs, je m'étais assis un instant pour prendre un café.

Autour de moi, un va-et-vient de gens arrivant je ne sais d'où, allant vers des destinations qui m'étaient inconnues. Au milieu de cette multitude mouvante, des militaires en permission, des solitaires à la recherche de quelque contact humain, des oisifs, des désœuvrés — peut-être quelque pickpocket en quête de fortune — et un essaim de prostituées réfrigérées par une vaine attente.

De prime abord, cette foule m'apparut grise, uniforme, hostile. Puis je me dis que, sans elle, la gare aurait été vide, morose, désolée. J'observai donc ce défilé de personnages comme s'ils étaient placés là pour animer le spectacle et faire que la gare soit gare.

Soudain, je ne sais pourquoi, je me suis mis à penser à l'amour de Dieu, cet Amour avec un grand A, dont ne cesse de parler le Christ. Je me mis aussi à penser à mon manque d'amour envers mon semblable. Pas tant à l'aversion ou aux rancunes envers certains individus, mais à ma froideur et à mon indifférence vis-à-vis de cette foule de gens, prototypes des milliards d'autres êtres humains que Dieu m'a donnés comme compagnons de route tout au long de mon existence terrestre.

Il est certes plus facile d'établir un contact avec Dieu tout seul, dans la nature, en promenade dans les forêts ou sur la plage déserte, que de Le découvrir parmi une foule hétérogène et pourtant composée d'individus tous fait à Son image...

Un torrent humain continuait à se déverser des trains. Hommes, femmes, valises, paquets, malles et sacs de montagne ; encore des hommes, des femmes, des enfants, emportés par le courant de la vie ; arbres déracinés qu'un fleuve inexorable emporte vers la mer.

« Je vois des arbres qui marchent », avait dit l'aveugle de Betsaida ; et ces « arbres » étaient des hommes... Ce ne fut qu'au second toucher, lorsque Jésus lui posa à nouveau la main sur les yeux que l'aveugle se mit à voir distinctement et de loin.

Beaucoup de chrétiens par baptême comme moi ont besoin du second toucher, qui nous fait traverser l'abîme séparant la théorie de la pratique.

A la gare, l'autre soir, j'attendais mon ami. Dieu m'a fait rencontrer — reconnaître — des frères, Ses enfants. Le train se faisait attendre, et l'amour de Dieu m'apparut comme un océan sans limite vers lequel, inconsciemment, le fleuve humain se dirigeait. Pour la première fois, peut-être, je compris l'immensité de cet amour : Dieu aime chacun de Ses fils, sous cette voûte de gare comme partout, dans la même mesure qu'Il m'aime moi. Son amour pour les porteurs de bagages est à l'égal de celui qu'Il témoigne à Paul VI. Cela semblera peut-être paradoxal. Mais comment autrement expliquer la folie de la Croix, le fait que le Père l'a permise et que le Fils l'a acceptée ?

A la gare, ce soir-là, mon ami est arrivé. Il m'a semblé l'avoir attendu depuis des années pour en fin de compte le rencontrer pour la première fois.

F. L.

# S'entendre pour quoi ?

« Le problème n'est plus de savoir si nous voulons que l'Angleterre « entre ». Nous le voulons. Le problème n'est plus de savoir si l'Angleterre veut « entrer ». Elle le veut. Le problème est de savoir dans quoi nous voulons qu'elle entre, dans quoi elle veut entrer. » Ainsi s'exprimait en janvier 1970 devant un auditoire anglais M. Maurice Schumann, ministre français des affaires étrangères. Moins de deux ans après, le vote historique de la Chambre des Communes lui donne raison — et sa question est plus actuelle que jamais : dans quoi la Grande-Bretagne entre-t-elle, et pourquoi ?

Un marché, rien de plus, affirment les uns. Un journaliste anglais auquel un confrère français demandait les raisons de la candidature de son pays répondit un jour non sans humour : parce que l'Hôtel Crillon fait plus de bénéfices que le bistrot du coin ! L'opposition rétorque : Oui, mais mon déjeuner coûte moins cher au bistrot du coin. L'avenir seul dira lequel des deux calculs est le plus valable. Et il faut comprendre l'angoisse du pêcheur écossais ou du cultivateur des comtés agricoles devant cette sorte de pari engagé qui menace obscurément son gagne-pain et ses modes de vie traditionnels.

Une Communauté, disent les autres, ceux qui, de part et d'autre de la Manche, portent le débat sur un plan plus politique et s'inquiètent de l'équilibre des puissances et du maintien de la paix. Leur argument : si l'Europe veut se faire entendre dans le monde face aux supergrands, il faut qu'elle unisse tout son potentiel économique, militaire et technique. Faute de quoi, comme l'écrivait Michel Drancourt en parlant de l'industrie, « face à l'Horace Américain, les Curiaques européens auraient définitivement perdu la partie ».

Une destinée, risquent certains, élargissant le concept européen. M. Soames, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, un homme

de cœur et d'imagination, déclara en 1969 : « Le monde a besoin de l'Europe. Il a besoin de son exemple, il a besoin de son expérience. Ce continent européen qui s'est déchiré et dispersé pendant des siècles d'une guerre à l'autre ne saura-t-il pas découvrir la vision, la détermination et la discipline de l'unité et, au travers de l'unité, l'honneur et la gloire du service mondial ? »

Quel que soit le niveau auquel on se situe, l'unité entre la France et la Grande-Bretagne sera un élément essentiel de l'entreprise commune. Inversement, la méfiance, la concurrence, la division, en signeraient l'échec.

Avec quoi allons-nous cimenter cette unité ? L'identité des intérêts ? C'est bien hasardeux. Un idéalisme généreux, mais théorique ? Ce ciment-là n'a préservé ni la SDN de l'effondrement, ni l'ONU des lézardes que l'on connaît. Il n'a jamais pu résister aux poussées des volontés nationales exacerbées.

Alors ? Peut-on se tourner vers une autre source d'unité, jaillie du sol commun de notre héritage chrétien, en ouvrant notre intelligence et nos cœurs aux besoins de l'humanité entière ?

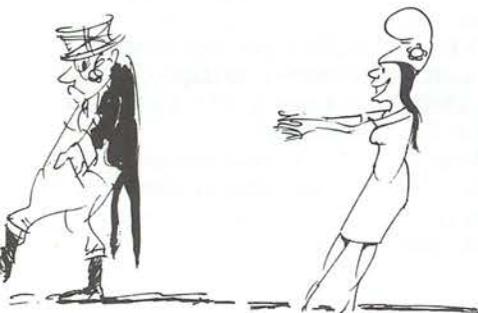
Qu'est-ce que le monde attend de nous, espère de nous ? Il nous a semblé que rien ne peut mieux éclairer la route à suivre pour la France et l'Angleterre que cette attente et ces espoirs.

C'est pourquoi nous avons demandé leur point de vue à des personnes variées d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Nord.

## « Enterrez Fachoda »

Lorsque l'union économique d'Afrique occidentale fonctionnait encore, le président Senghor, du Sénégal, s'adressant aux représentants réunis des quatorze pays de l'Union, fit un plaidoyer passionné pour que l'on enterrât enfin ce qu'il appelait « l'esprit de Fachoda » — Fachoda où, en 1898, Kitchener battit Marchand d'une longueur, et instaura l'influence britannique là où les Français rêvaient d'imposer la leur. L'hebdomadaire *West Africa* du 8 octobre 1971 commente ainsi cette déclaration :

« Fachoda au sens africain contemporain, c'est le symbole de la division qui persiste entre les héritiers de l'Empire britannique et ceux de l'Empire français, qui avaient imposé des frontières artificielles à une large portion de l'Afrique, avec autant de cruauté que de caprice. Malheureusement, la France et l'Angleterre ont des personnalités et des systèmes fortement opposés dont les Afri-



## Ce que le monde attend de la France et de l'Angleterre



**Un marché  
Une communauté  
Une destinée**

**Bruxelles, capitale de l'Europe**



**C'est avec  
l'homme  
de la base  
qu'il faut  
construire  
l'Europe**

**Dockers de  
Liverpool**



**L'enjeu  
d'un conflit**

**Installations  
pétrolières  
endommagées  
à Port-Harcourt  
pendant la  
guerre du Biafra**

cains qu'ils avaient choisi de dominer ont hérité à un degré parfois alarmant. Qu'il est triste de voir des Africains s'opposer en Fachodas inutiles ! » Barrières de langue et de culture, de législation, d'éducation, barrières douanières et monétaires... C'est de la République fédérale du Cameroun que nous vient le meilleur encouragement, conclut l'article : car voilà un pays qui vient de célébrer le dixième anniversaire de sa réunification, et anglophones et francophones y vivent en bonne intelligence. « Le Cameroun permettra peut-être ainsi à toute l'Afrique de transcender les prisons que représentent les attitudes anglo-saxonnes et latines en fusionnant enfin les deux héritages. »

A côté du Cameroun, le Nigeria. Ici, on évoque le drame si récent du Biafra, où l'on a vu les Français armer l'un des adversaires

tandis que les Anglais appuyaient l'autre dans un conflit auquel ni la Russie, ni les intérêts pétroliers européens n'étaient étrangers.

Isaac Amata, instituteur, appartient à une tribu minoritaire qui vit aux confins des territoires Ibo et Yoruba : « Le Nigeria, dit-il, était la grande fierté de l'Angleterre, comme la Côte d'Ivoire est celle de la France. Un pays pacifique et prospère. Lorsque les troubles ont éclaté de façon inattendue, les Portugais, les Français et les Sud-Africains ont sauté sur l'occasion pour tenter de détruire deux « mythes » différents : la réussite de la domination britannique ; la capacité des Africains à se gouverner eux-mêmes. »

A la question : « Quelle serait, à votre avis, la contribution la plus utile de la France et de l'Angleterre dans votre partie du monde ? », il répond sans hésiter : « Si la

France et l'Angleterre enterrent leurs rivalités, elles pourront inspirer le Nigeria et la Côte d'Ivoire à en faire autant. Ces deux pays privilégiés pourraient entreprendre de développer les pays plus pauvres de l'intérieur comme le Niger et la Haute-Volta. Par ailleurs, tant que vos rivalités persistent, elles ouvrent toute grande la porte aux influences communistes de toutes provenances. C'est aussi une tentation pour nous de jouer sur vos divisions pour obtenir de vous le plus possible.

» Notre nationalisme étroit s'appuie souvent sur notre étude de l'Histoire européenne, chaque pays poursuivant individuellement son propre intérêt. Si nous nous trouvions placés devant une nouvelle page de votre histoire, où vos pays auraient besoin les uns des autres, cela nous inspirerait à tourner la page nous aussi. »

### **De la Scandinavie au Sahara**

Un diplomate britannique souligne lui aussi cette « tentation » d'exploiter nos divisions, qu'il a pu notamment observer dans les pays arabes. La Lybie a flatté la France depuis deux ans aux dépens de la Grande-Bretagne, plus récemment les Algériens ont amorcé la manœuvre inverse. La France, voyant l'aide anglaise, allemande et américaine s'accroître en Tunisie, vient de décider, a-t-on annoncé à Tunis, d'augmenter sa propre contribution de 42 %. Ainsi, ce sont bien souvent les contribuables français et anglais qui finissent par endosser les conséquences de ce genre de compétition !

Ce diplomate analyse ensuite un ensemble de déclarations faites assez récemment par M. M. Masmoudi, ministre des Affaires étrangères de Tunisie. L'homme d'Etat tunisien estime que la présence des Russes et des Américains en Méditerranée n'est pas aussi préoccupante que l'absence de l'Europe. Ce qu'il faudrait, c'est que la France et l'Angleterre aient une stratégie responsable pour les rives méridionales de la Méditerranée. L'Afrique du Nord est, à son avis, le « ventre mou » de l'Europe. L'Europe doit donc être consciente qu'elle ne s'étend pas seulement de l'Atlantique à l'Oural, mais de la Scandinavie au Sahara.

Poursuivant sa propre réflexion, le diplomate britannique conclut : « Si le Marché commun se contente d'être un club visant à l'enrichissement de ses membres, il s'attirera l'hostilité du reste du monde. S'il devient un organisme où se préparent des plans coordonnés, plus efficaces et plus généreux, pour

## Là où le bluff fait place à la vérité de nos caractères

comblent le fossé qui sépare les nations riches des nations pauvres, le reste du monde sera reconnaissant ».

### Un appel de l'Asie

Le journaliste Russi Lala, rédacteur en chef de l'hebdomadaire indien **Himmat**, nous écrit de Bombay :

« Nous assistons dans le monde actuel à deux processus parallèles : la désintégration de nations existantes (par exemple le Pakistan), et l'intégration de nations, comme dans le cas du Marché commun européen.

» L'intégration des nations est particulièrement importante à notre époque d'incertitudes. Tous les moules qui avaient maintenu les nations en blocs aux formes définies sont, d'un jour à l'autre, ébranlés ou brisés. Certains pays avaient placé leur sécurité dans les Etats-Unis, et ne savent plus vers qui se tourner, le Japon en particulier. L'Europe a plus de chance : grâce à la clairvoyance d'hommes comme Schuman et Adenauer (qui ont d'ailleurs reconnu publiquement leur dette envers Frank Buchman et le Réarmement moral), les nations européennes se sont engagées sur la voie de la réconciliation. L'admission de la Grande-Bretagne dans le Marché commun est une étape de plus. Et si la Chine a salué cet événement dans l'espoir que l'Europe brisera ce qu'elle estime être un monopole américain et soviétique du pouvoir, pour l'Inde, il revêt une signification assez différente : c'est la preuve pour nous que les nations peuvent se rapprocher — et cela nous rappelle peut-être que l'Inde et le Pakistan, si proches et pourtant si opposés, devraient s'inspirer de l'exemple européen. »

La jeune Sud-Vietnamienne que j'interroge appartient à la dernière génération d'écoliers de Saïgon qui a encore à l'école : « Nos ancêtres les Gaulois... » Pour toute son enfance, la France a été « la mère patrie » ; l'Angleterre, l'étranger. Elle pense sans cesse à son propre pays divisé — entre nord et sud, mais aussi entre factions rivales à l'intérieur d'une même région. « La France et l'Angleterre sont si différentes, dit-elle, ayant vécu dans les deux pays. La nouvelle coopération entre elles représente un espoir et un exemple d'unité. Je dis : Hourrah ! Hourrah ! Mais je me demande au fond de moi-même s'il est humainement possible que cela dure. » Ce que pourrait être le rôle de l'Europe en Asie du Sud-Est ? « Ce rôle, dit-elle, ne se limite pas au domaine économique. Si nous voulons

l'exemple d'une nation prospère, nous avons sous les yeux celui de l'Amérique. Nous voudrions que la France et l'Angleterre nous montrent que l'homme ne vit pas de pain seulement, mais de la parole de Dieu vécue. Les divisions de l'Europe ont souvent semblé un scandale de la part de pays chrétiens. Nous ne l'avons pas crié, mais nous avons gardé au fond du cœur l'espoir qu'un jour ce serait différent. Montrez-nous un monde où l'homme n'est plus un loup pour l'homme, mais un frère. Comme l'a dit Rajmohan Gandhi, si vous les Européens, vous suivez le Christ, nous, en Asie, nous pourrions vous faire confiance.

### « Vous êtes le seul qui me parlez français »

Conquête de l'Inde, conquête du Canada : deux épisodes de ce qu'un historien anglais a appelé « la seconde guerre de cent ans ». Pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, l'ardeur coloniale oppose les armées et les marines, les explorateurs et les marchands de la France et de l'Angleterre.

Au Canada, le conflit est tranché aux environs de Québec, aux plaines d'Abraham, où Montcalm est vaincu par Wolfe, et où ces deux grands hommes de guerre trouvent la mort. Le traité qui suit comporte une clause d'expulsion de tous les nobles français. Dans les « quelques arpents de glace » raillés par Voltaire, il reste les paysans et les artisans — les petits — et leurs prêtres.

On assiste alors à ce phénomène très particulier de la colonisation d'une population européenne par une autre.

Un Français, qui a vécu au Canada pendant plusieurs années, évoque quelques faits : c'est en 1965, par exemple, que s'est ouvert pour la première fois un chantier où le français soit admis comme langue de travail ; c'est cinq ans plus tard seulement, en 1970, que, dans le Québec (francophone à 80 %), le français est devenu obligatoire comme langue de travail.

« Il est certain, me dit ce Français, que dans le monde actuel, si les empires coloniaux ont disparu, la réaction au colonialisme demeure une des motivations les plus vivaces de millions de gens dans le monde. Elle est à la base de beaucoup des courants idéologiques les plus puissants. Or la France et l'Angleterre, ayant fini par éliminer la plupart de leurs rivaux, portent la responsabilité majeure dans cet état de choses.

» L'aventure coloniale a eu ses grandeurs : elle a suscité des hommes qui ont su servir jusqu'à l'héroïsme des continents qui n'étaient pas les leurs. Mais elle s'est faite dans un tel climat de supériorité inconsciente qu'elle a légué un formidable potentiel de haine qu'il nous appartient maintenant de désamorcer. »

Comment ? Voici par exemple un jeune industriel, président d'une grosse société de matériaux de construction. Accompagnant notre Français, il rend visite au secrétaire



Québec

Un passé  
douloureux  
Une chance  
historique

général des 4000 dockers de Montréal. L'industriel, Canadien anglais, entame la conversation en français. Le syndicaliste est stupéfait : « Vous êtes le premier employeur qui m'ait jamais adressé la parole en français. — Mais les patrons pour lesquels vous travaillez ? — Il y en a deux, en cherchant bien, qui ont des collaborateurs capables de nous parler en français. Voulez-vous venir rencontrer mes camarades ? »

Au jour fixé, 500 dockers sont là. Très humblement, l'industriel s'adresse à eux dans leur langue. Il leur demande pardon pour la façon dont sa famille a fait fortune en exploitant la sueur de leurs ancêtres, et pour la façon dont ils ont été contraints de parler anglais à cause de l'arrogance d'hommes comme lui, implicitement convaincus de leur supériorité. Un tonnerre d'applaudissements le salue. Les dockers se pressent pour lui serrer la main et lui dire : « Vous avez été courageux ». Tout est encore à faire, mais une relation nouvelle s'est établie où tout peut être fait.

Une jeune Canadienne française me raconte à son tour sa stupéfaction le jour où, après avoir assisté à un spectacle du Réarmement moral joué dans la province de Québec, elle voit se lever un Français (ouvrier, pauvre, catholique) et un Anglais (conservateur, riche et protestant) qui parlent avec une conviction commune d'un monde nouveau à construire. Puis sept ou huit jeunes Canadiens des deux communautés s'expriment à leur tour, parmi lesquels la nièce du premier ministre, qui parle en français.

« Depuis que j'étais au monde, me dit la jeune Montréalaise, on m'avait enseigné que ce que je voyais là appartenait au domaine de l'impossible. Mais l'impossibilité était devenue réalité. Ces jeunes avaient un but commun — refaire le monde en changeant les hommes — et le poursuivaient dans le respect de leur religion respective. Je me suis dit : il y a quelque chose là-dessous ! Et, en cherchant à découvrir ce quelque chose, j'ai découvert la force qui a transformé ma propre vie. »

### Pour que « l'impossible » devienne réalité

Pour que l'unité amorcée en Europe puisse rayonner sur les autres continents, il faut qu'elle prenne pied au plus profond des consciences. Les accords, les traités, les votes, n'ont jamais par eux-mêmes transformé profondément l'état d'esprit des peuples. « La paix, disait Frank Buchman, n'est pas une

idée. Elle est faite de gens qui deviennent différents. »

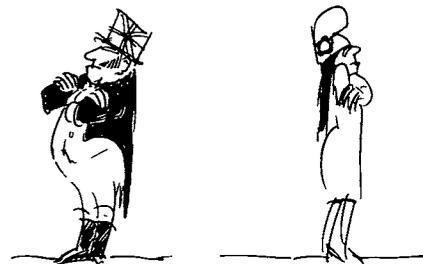
Un cadre de l'industrie, ancien officier de la marine française, apporte son témoignage.

« Il y a quelques années, écrit-il, confronté avec un de ces incidents franco-britanniques qui font exploser les passions et remplissent les titres des journaux, je m'efforçais de démêler ce qui se passait en moi. « Non, me disais-je, je ne leur pardonnerai jamais Fachoda. » Il m'est apparu alors à quel point cette rivalité pour la première place dans le monde, ce désir de prééminence sur tous — et surtout sur les Anglais qui avaient l'impertinence de prétendre eux aussi au premier rang — m'était chevillé au corps. Il m'est venu la pensée : « Demande pardon aux Britanniques qui sont ici pour ce ressentiment et cette rivalité. » C'était net, je l'ai fait. Eh bien, tout ce vieux ressentiment, cette vieille hargne, m'ont été enlevés, et sans fermer les yeux à ce qui a besoin de changer, je me suis mis à apprécier les qualités des Britanniques. Il nous faut aller personnellement et collectivement au fond de ces mobiles nationaux périmés et égoïstes, si nous voulons saisir la tâche immense qui est devant nous et que nous ne pourrons jamais accomplir seuls. »

Serait-il donc vrai que, pour briser nos humaines volontés de puissance, c'est vers la Toute-Puissance divine qu'il nous faut nous tourner, avec une totale simplicité ? Est-ce là que peurs, ressentiments, méfiances, trouveront leur guérison ? Si oui, alors chaque citoyen de l'Europe nouvelle a son rôle à jouer en laissant cet esprit pénétrer sa vie, son foyer, sa profession, son pays.

La France, la Grande-Bretagne : que deux peuples à la fois si différents et si proches se trouvent ainsi amenés par l'Histoire à cohabiter étroitement dans une même institution peut être une des grandes chances de l'Europe. Au niveau épidermique des vanités, il peut y avoir bien des heurts. Au niveau plus profond de la sincérité totale, là où le bluff fait place à la vérité de nos caractères, nous pouvons nous aider mutuellement d'une façon inégalée. L'arrogance britannique, les prétentions intellectuelles de l'esprit latin, sont devenues proverbiales. Mais entre un Britannique qui reconnaît humblement qu'il a besoin des autres, et un Français qui accepte qu'il ne sait pas tout, jaillit cette vraie fraternité dont le monde a faim et soif et que nous pouvons lui offrir, si nous décidons d'en payer le prix.

Claire Evans.





**Maurice Mercier** <sup>1</sup>

# LE COMBAT POUR L'HOMME

La prospective est devenue une de nos branches d'activité scientifique. Pour les pays industrialisés, les indications qu'elle donne pour l'avenir représentent de grandes promesses.

Grâce à elles, on sait que nous allons vers un doublement du niveau de vie tous les quinze ans. Les ordinateurs interrogés par l'équipe d'Herman Kahn permettent de prévoir pour les pays industrialisés, à la fin de ce siècle, la journée de 7 h. 30 pour quatre jours de travail et, au total, trente-neuf semaines de travail par an. L'année civile pourrait donc compter en moyenne treize semaines de vacances, dix fêtes légales et trois jours de repos par semaine. Si tout se passe bien à l'échelle mondiale, le salarié de l'an 2000 travaillera 147 jours, ou 1100 heures, avec 218 jours de liberté dans l'année.

## Le peloton de tête

Ces probabilités ont été obtenues en confrontant ou en associant 150 méthodes différentes basées sur l'évolution des principaux pays dits industrialisés. Classant les pays selon certaines hypothèses, l'équipe d'Herman Kahn retrouve en tête du peloton la plupart des grandes puissances d'aujourd'hui.

C'est ainsi qu'en l'an 2000 les Etats-Unis pourraient avoir un revenu brut de 3231 milliards de dollars (en 1970, 974 milliards), l'URSS 1640, soit la moitié des USA, le Japon 1056, l'Allemagne fédérale (avec Berlin) 525, la France 439, la Chine 408, l'Angleterre 389, l'Inde 266 et l'Italie 265.

Ce classement tient compte d'un taux de croissance économique maximal, mais si la France suivait une courbe de progression minimale, et la Chine un rythme maximal, cette dernière pourrait devenir la cinquième puissance mondiale, alors que la France serait à la onzième place.

Arrêtons là ces données du futurisme. Si elles se réalisent, ce qu'on peut souhaiter, elles bouleverseraient la situation actuelle des blocs et les rapports entre pays industrialisés et pays pauvres.

## Un nouveau terrain de lutte

Bien sûr, en l'an 2000, nous aurons six milliards de personnes à nourrir, à loger, à instruire. Le niveau de vie d'un homme aura triplé. Un ouvrier gagnera en France le salaire d'un cadre d'aujourd'hui. Avant trente ans, les revendications syndicales s'orienteront en grande partie vers le bien-être de l'homme et son environnement.

<sup>1</sup> Secrétaire général de la Fédération du textile de la CGT-Force Ouvrière.

L'éducation, les transports, l'habitat, la pollution, les loisirs fourniront un bon terrain de lutte pour nos syndicalistes. Mais si, présentement, ceux-ci voulaient prendre conscience du fait que cette bataille pour l'homme a déjà commencé, nous gagnerions du temps et nous améliorerions encore les résultats prévus.

Certains auront de la peine à imaginer la Chine occupant peut-être en l'an 2000 le cinquième rang des grandes puissances industrialisées.

Il faut comprendre cependant que le parti communiste chinois et son chef, le président Mao, ont tout fait, et font encore tout pour changer la mentalité de leur peuple.

### **Tout sacrifier au collectif**

Je me suis laissé dire que l'on peut laisser une valise un soir dans une rue de Pékin en étant sûr de la retrouver le lendemain matin. Elle est loin, la Chine des mandarins, celle aussi des confréries de voleurs qui rançonnaient systématiquement les commerçants.

En Chine, on abrège l'histoire par une propagande intense et permanente, on conditionne l'individu, et si cela ne suffit pas, on emploie la contrainte, sacrifiant tout au collectif.

Où cela mènera les Chinois de l'an 2000 ? Nous ne pouvons pas encore le savoir, mais nous constatons ceci : en l'homme, il y a des forces intérieures puissantes, permanentes, qui sont à même de le renouveler et de lui faire sentir ce qui est bien et ce qui est mal.

### **L'arme de choc**

Ces forces existent partout. Elles donnent cette chaleur humaine, elles se transforment en sourire, en amour du prochain. L'Occident, et la France en particulier, ne sont pas démunis de cette arme de choc qui vaut tous les ordinateurs, toutes les machines, tous les investissements du monde. Le drame de notre époque, c'est que seule une minorité la met en action. C'est pourquoi d'autres minorités parlent encore de révolution, alors même que les raisons des révolutions s'estompent peu à peu.

Il semble donc que nous arrivons à une croisée des chemins. Devant l'homme nouveau que Pékin a fabriqué avec les contraintes de la dialectique marxiste, l'Occident s'avérera-t-il capable de rendre opérantes à une large échelle, et dans la liberté, les forces qui n'animent aujourd'hui qu'une petite minorité ? Serons-nous en mesure de produire autre chose qu'un homme déshumanisé,

c'est-à-dire un être dont le niveau de vie augmente sans cesse et qui se bat pour la civilisation... des gadgets ?

### **Réussir l'an 2000**

Les méthodes de production se sont considérablement améliorées. Il existe des correctifs qui éliminent peu à peu les orientations pernicieuses de l'économie. Certes, il reste encore de gros problèmes sur le plan de la répartition, mais les techniques actuelles devraient permettre d'en venir à bout sans trop de difficultés. La grande bataille de l'avenir se livre donc sur le terrain de la qualité de l'homme. C'est pourquoi j'estime que toutes les forces qui prétendent contribuer au progrès, et en premier lieu le mouvement syndical, doivent maintenant repenser leurs motivations et leurs objectifs dans cette perspective. Ainsi seulement avons-nous une chance de réussir l'an 2000. Sans impératifs moraux, nous assisterons à une évolution purement matérielle qui nous fera passer à côté du bonheur. Être révolutionnaire aujourd'hui, c'est donner à l'homme de solides raisons d'être.

**M. M.**

*P.S.* En rassemblant ces quelques réflexions, il m'est venu la pensée d'ajouter un mot sur une question qui peut représenter une application pratique de ce que je viens d'écrire.

En tant que syndicaliste et responsable de la formation dans ma propre Fédération, j'ai vu passer chaque année une centaine de militants dans nos écoles syndicales.

Certains sont restés avec nous. Ils sont devenus de bons militants. D'autres ont suivi le chemin de la promotion professionnelle ; ils ont eu raison, mais ils ne militent plus, s'étant contentés d'améliorer leur propre sort. D'autres n'ont fait que passer ; ils ne sont peut-être même plus syndiqués.

Cette expérience, vécue pendant vingt ans, me donne le droit de m'adresser à tous ceux qui font de la formation, qu'elle soit professionnelle, ouvrière ou patronale, pour leur dire qu'un homme bien informé, un homme formé, nous ouvrira plus vite le chemin de l'industrialisation et — pourquoi pas ? — de l'amélioration des rapports sociaux.

Mais si on était assez intelligent, assez averti ou, mieux, un peu révolutionnaire, on introduirait dans ces cours de formation des équipes du Réarmement moral. On donnerait ainsi le supplément d'âme dont notre civilisation a besoin si nous voulons entendre les matins chanter.

# DANS LA MÊLÉE

## A propos de Concorde

par Dick Cosens

*Devant des patrons et des syndicalistes français, un mécanicien anglais a fait à Caux, à la fin de l'été, un récit qu'il nous a paru intéressant de reproduire ici. Dick Cosens, délégué du personnel dans la grande firme britannique Hawker-Siddeley (constructeur du « Trident ») est bien connu dans l'industrie aéronautique pour les efforts de rapprochement déployés à l'échelle européenne par le groupe de travail qu'il anime.*



Dick Cosens (à droite) à Caux avec des ouvriers métallurgistes français.

Les mises de fonds nécessaires à la construction d'avions modernes sont tellement considérables, aujourd'hui, qu'aucun gouvernement ne peut, à lui seul, en supporter le fardeau. C'est pourquoi la Grande-Bretagne et la France ont uni leurs efforts pour fabriquer le Concorde. Maintenant, un « pool » de sociétés françaises, allemandes, néerlandaises et britanniques construit l'Airbus européen.

Certains de mes camarades ouvriers anglais et moi-même tenons beaucoup à participer de façon active à cet effort de coopération internationale. Nous nous sommes dit : « Si nous devons travailler à l'avenir avec des ouvriers français, allemands, italiens, hollandais, plus vite nous apprendrons à les connaître, mieux ce sera. »

En septembre 1966, quatre d'entre nous décidèrent ainsi de nous rendre à Toulouse pour y rencontrer les membres du comité d'entreprise de ce qui était alors Sud-Aviation et s'appelle aujourd'hui l'Aérospatiale. Nos camarades français nous offrirent d'abord un de ces excellents repas dont on a le secret dans leur pays, puis ils nous emmenèrent au siège du syndicat où l'on passa à la discussion. Et c'est là que les choses faillirent tourner mal. L'un des porte-parole français se livra à une violente diatribe contre les Britanniques, nous reprochant notre arrogance et notre attitude de supériorité. « Vous pensez toujours avoir raison, n'est-ce pas », dit-il en tapant du poing sur la table. « Ce serait peut-être le moment que vous vous rendiez compte que nous pouvons produire des avions aussi bien que vous ! »

Que faire, me demandais-je ? Nous avions voyagé jusqu'ici, à nos propres frais, pour établir des liens d'amitié avec les Français, et voici qu'après cinq minutes de discussion ceux-ci voulaient nous flanquer dehors. Fallait-il répondre par d'autres remarques acerbes ? Partir en claquant la porte et prendre le prochain train pour Paris ?

En écoutant mon camarade français, j'étais bien forcé d'admettre que la plus grande partie de ce qu'il disait était vraie. Alors, pourquoi ne pas le reconnaître ? Je repris la parole pour dire : « Chers camarades, au fond vous avez raison. C'est vrai que nous autres Anglais sommes arrogants, que nous pensons souvent avoir raison. Et il n'y a pas de doute qu'en matière de construction d'avions, vous vous y entendez aussi bien que nous. Nous regrettons notre attitude passée, nous vous demandons de nous aider à être différents. »

Un silence complet s'établit dans la salle. L'amertume et l'animosité fondaient.

Cela se passait il y a cinq ans. Depuis nous avons eu de multiples rencontres avec nos collègues de Paris et de Toulouse. Nous avons pu coopérer étroitement avec eux et l'intervention de notre groupe de travail a pu se faire sentir au moment où des projets tels que celui du Concorde ou de l'Airbus européen avaient du plomb dans l'aile, menaçant de chômage des milliers de travailleurs.

Cette année, la visite de nos camarades français à Londres fut l'occasion d'une rencontre mémorable avec le rédacteur en chef du magazine aéronautique le plus coté de Grande-Bretagne. Quelque temps auparavant, un Français des plus influents dans l'industrie aérospatiale m'avait glissé à l'oreille : « Si vous voulez améliorer les relations franco-britanniques dans le domaine qui nous est cher, faites donc quelque chose pour le rédacteur de ce journal. Cet homme ne manque pas d'humour, mais il a le don de nous mettre en rage, nous autres Français ! »

C'est dans cet état d'esprit que nous avons arrangé le rendez-vous... Hélas ! la discussion s'engagea mal et devint bientôt véhémement. L'un des Français quitta la table.

Quelque temps plus tard, je repris contact avec le journaliste. « Qu'avez-vous pensé de ce déjeuner ? » lui demandai-je. « Pas mal,

me dit-il, mais un de ces Français m'a insulté. » Pour ma part, je savais fort bien que si le syndicaliste d'outre-Manche avait réagi ainsi, c'était à cause des remarques sarcastiques de mon compatriote. « C'est peut-être parce qu'il lit votre journal ? » suggérai-je à mon interlocuteur. « Qu'avez-vous à redire à mon journal ? » tonna-t-il. « Eh bien ! répondis-je, il a le don d'exaspérer les Français. Et permettez-moi à ce propos de vous raconter ce qui s'est passé lors de notre première visite à Toulouse. Et je lui relatai en détail l'incident survenu au siège du syndicat.

Il y eut un silence. « Vous voulez dire, finit par rétorquer le journaliste, que si nous admettions nos erreurs, nous pourrions améliorer les relations entre les hommes ? » « C'est vous qui le dites, repris-je ; je ne fais pour ma part que vous raconter ce qui s'est passé. Le problème n'est-il pas que chacun attend que l'autre change, chaque nation aussi, et que chacun attend que l'autre commence ? Si nous voulons changer les Français, le meilleur moyen est peut-être de commencer par nous-mêmes... »

« Hum, dit-il, dans ce cas vous n'aimerez pas beaucoup notre prochain numéro. » Et après un moment d'hésitation, il bondit de sa chaise et se précipita dans le bureau de sa secrétaire. « Mon article est-il déjà parti pour la composition ? », lui demanda-t-il. « Non », fut la réponse. « Alors, passez le moi, il faut que je le reprenne. »

Sitôt dit, sitôt fait. Il en expurgea une nouvelle série de réflexions caustiques sur les Français et, à la place, rédigea le récit que je venais de lui faire. Mais, le mieux ce fut encore sa propre conclusion : « Au diable ces misérables Anglais, au nombre desquels je figure, qui veulent toujours « marquer des points » contre les Français. Plutôt que de « marquer des points », essayons de changer les gens. Ne pourrions-nous pas, Britanniques et Français, y compris moi-même, prendre dès maintenant un nouveau départ ? »

# Un syndicaliste à l'honneur

*Maurice Mercier, secrétaire général de la Fédération du Textile Force Ouvrière, est fait officier de la Légion d'honneur*

Pour la cérémonie où allaient lui être décernés les insignes d'officier de la Légion d'honneur, M. Maurice Mercier, secrétaire général de la Fédération du Textile Force Ouvrière, a choisi le cadre de la maison du Réarmement moral, à Boulogne-sur-Seine. D'une part parce que ce lieu lui paraissait propice au rassemblement des hommes de tous bords qui pourraient vouloir l'entourer ce jour-là, d'autre part parce qu'il symbolise à ses yeux l'état d'esprit qu'il désire voir se répandre en France, et notamment dans les rapports sociaux. « Ce n'est pas le niveau de vie qui crée la nouvelle société, dira-t-il en réponse à M. Jean-Pierre Lévy, conseiller d'Etat, après que celui-ci lui eut remis les insignes. C'est un état d'esprit mis en action. Il y a ce que nous savons — séminaire, formation professionnelle, etc. — et il y a ce qui agit à côté de nous quand nous sommes dans la bonne direction, sans quoi les conflits naissent et se prolongent au sein d'une même organisation, d'un même parti politique. Ce que je souhaite, c'est que tous ceux qui sont présents ici aujourd'hui repartent en emportant avec eux l'esprit qui nous permettra de faire la nouvelle société. »

## Des risques considérables

Au cours de son allocution, M. Jean-Pierre Lévy a tout d'abord remarqué qu'il était assez rare de voir un syndicaliste réunir à la fois, à une telle occasion, ses amis personnels et syndicaux, mais aussi des représentants du patronat et de l'administration. Bien qu'ayant eu de nombreuses occasions de travailler avec Mercier en tant que directeur du textile au ministère de l'Industrie, M. Lévy a surtout évoqué les qualités du résistant. Après avoir énuméré les nombreuses fonctions de Mercier dans les organismes de la Résistance, il a ajouté : « Avec 25 ans de recul, ce n'est là qu'un petit moment de l'histoire et de la carrière d'un individu ; mais pendant ces cinq années, Maurice Mercier a pris des risques considérables, et c'est là une marque de qualité humaine, malheureuse-

ment trop rare. Il l'a fait avec un courage qui mérite récompense. C'est cette récompense que j'ai l'honneur de consacrer en vous remettant la rosette de la Légion d'honneur que vous avez méritée pour votre action dans tous les domaines et qui honore à la fois le résistant, le militant syndicaliste et l'homme. »

## « Pas d'autres solutions »

Au début de la cérémonie, M. André Bergeron, secrétaire général de la Confédération générale du Travail Force Ouvrière, a souligné « l'importance considérable » des accords du 9 juin dans l'industrie textile. « C'est probablement en partant de cet accord, a-t-il précisé, que nous avons pu les uns et les autres élargir le champ de la politique contractuelle. Naturellement l'époque n'est plus tout à fait la même et nous avons bien des difficultés à maintenir cette politique dans le contexte actuel, mais je suis de ceux qui pensent que, quelles que soient les difficultés, il faut persister parce qu'il n'y a finalement pas d'autres possibilités que celle-là. »

M. Bergeron a ensuite affirmé qu'il avait eu lui-même la preuve, dans le secteur où il travaillait alors, que ces accords étaient acceptés par les intéressés et qu'ils avaient eu « un impact considérable ». Il a terminé en affirmant que la récompense reçue par Maurice Mercier « honorait le mouvement syndical tout entier ».

## « Une promesse pour l'avenir »

M. Jean de Précigout, président de l'Union des Industries textiles, a tenu à ajouter quelques mots à ceux de M. Bergeron. « Nous n'avons pas toujours été d'accord sur tout, dit-il à Mercier, et heureusement, car c'est de l'affrontement parfois que sortent la vérité et le progrès, à condition du moins que ce soit un affrontement de bonne foi. Je crois pouvoir témoigner que, dans les rencontres que mes prédécesseurs ont eues avec vous, il en a toujours été ainsi. Et cela explique que l'un d'eux, M. Bernard



M. Jean-Pierre Lévy, membre du Conseil d'Etat, remet la rosette à M. Maurice Mercier.

d'Halluin, ait eu la possibilité de signer avec vous et plusieurs de vos collègues cet accord du 9 juin auquel M. Bergeron faisait allusion tout à l'heure et qui, je crois, a marqué une date dans la conception que l'on avait des rapports sociaux.

« Je me suis laissé dire qu'à l'époque ceux qui l'ont signé du côté syndical n'ont pas été toujours bien compris, et je ne trahirai pas un secret en disant que, du côté patronal, il n'en a pas été différemment.

« Depuis, le temps a passé, et on a mieux compris. Au plus haut niveau de nos organisations professionnelles — au CNPF par exemple — beaucoup plus haut que cela encore, à la tête de l'Etat, on a compris ce que la concertation pouvait contenir de valeur, de promesse pour l'avenir.

« C'est parce que vous avez été l'un des bons ouvriers dans ce travail difficile, parce que, même lorsque c'était difficile, nous avons toujours trouvé en vous un interlocuteur de bonne foi, que je suis heureux d'associer à cette manifestation de sympathie et à cette cérémonie d'honneur toute l'industrie textile française. »

## Face au chômage des patrons britanniques prennent position

En Grande-Bretagne, le chômage atteint des proportions inquiétantes : 4 % de l'ensemble de la main-d'œuvre disponible. En Ecosse, la succursale de la General Electric à Fife a fermé ses portes. Au début novembre, trois mille ouvriers ont perdu leur emploi à Doncaster. Les exemples sont nombreux d'entreprises qui ne résistent pas aux difficultés économiques et monétaires du moment.

Face à ce malaise, vingt-huit employeurs et cadres dirigeants de l'industrie britannique viennent de signer une proclamation commune dont la presse s'est fait l'écho. Ce document a été rédigé le 7 novembre lors d'une conférence de patrons, de cadres et de syndicalistes au centre du Réarmement moral de Tirley, près de Liverpool. L'un des signataires, M. John Vickers, directeur général de la société Benjamin Vickers and Sons, qui produit des huiles industrielles à Leeds, a déclaré à l'issue de la rencontre : « Etant donné le taux actuel de chômage de 4 %, je vais étudier la possibilité de créer 4 % d'emplois supplémentaires dans mon entreprise. J'invite mes collègues à en faire autant. »

Voici le texte de la proclamation :

Nous sommes un certain nombre d'employeurs et de cadres dirigeants qui, grâce au Réarmement moral, avons décidé de changer notre comportement à l'égard de nos salariés et de nous sentir responsables de la société.

Ceci implique pour nous :

1. Que, dans l'intérêt que nous portons à l'industrie, nous soyons motivés par le souci de l'homme, de son rôle et de ses besoins, en priorité sur la notion de profit.

2. Que nous utilisions notre formation, nos énergies et notre influence de façon à ce que l'industrie et le commerce aient comme finalité de procurer à tous les hommes, en tout lieu, ce dont ils ont besoin pour vivre et d'offrir en même temps un contenu satisfaisant à leur vie.

3. Qu'en face du chômage et des souffrances qu'il entraîne, nous soyons résolus, par tous les moyens dont nous disposons, à créer des emplois pour ceux qui n'en ont pas, à étendre nos activités là où nous le pouvons, à aiguillonner le gouvernement et

nos collègues du patronat pour qu'ils fassent de même.

Le chômage n'est ni nécessaire ni inévitable. C'est une plaie causée par notre froide indifférence à l'égard d'autrui.

Les employeurs qui limitent leurs responsabilités à leur propre horizon, les chefs qui se soucient plus d'assurer leur propre position que de servir sont autant à blâmer pour la crise que les ouvriers qui ne veulent pas travailler.

Amasser de l'argent, réussir à tout prix, ne sauraient constituer une passion directrice rivalisant avec la passion des gauchistes désireux de refaçonner la société à leur manière. Nous respectons les gauchistes mais estimons leur révolution trop petite : elle est en réalité une réaction contre l'égoïsme plutôt qu'un grand programme positif

susceptible d'inclure tous ceux qui sont prêts à se réorienter.

Nous sommes engagés dans une révolution basée sur le changement de la nature humaine, en commençant par nous-mêmes. Nous reconnaissons que l'égoïsme du patronat est une cause fondamentale de la guerre des classes et nous prenons sur nous-mêmes la responsabilité de l'éliminer. C'est dans la mesure où chacun de nous accepte sa part de torts que nous pourrions joindre nos efforts à tous ceux qui veulent voir naître une nouvelle société.

Quelques-uns des signataires :

John S. Craig, directeur de la Recherche financière à la British Steel Corporation (Régie britannique de la Sidérurgie) ; Richard E. Hawthorne, co-directeur général de la société Hawthorne, Nottingham ; L. F. Ledwith, associé de la compagnie d'assurance Thomas R. Miller & Sons, Londres ; Eric et Ralph Priestley, directeurs de Greville & Stuart Ltd., Sheffield ; John Vickers, directeur général de la société Benjamin R. Vickers & Sons, Leeds.

*Après les accords sur le Haut-Adige (Sud-Tyrol)*

## « La visite de la réconciliation »

La Tribune de Caux a rendu compte à d'autres occasions de l'évolution intervenue ces dernières années dans le Haut-Adige (Italie du Nord). Un litige vieux de 50 ans s'est terminé par un accord garantissant à la communauté de langue germanique des droits plus étendus, concernant notamment l'enseignement de l'allemand, l'emploi de cette langue dans la vie publique et devant les tribunaux, la répartition des emplois entre groupes linguistiques dans l'administration. Cette évolution, comme l'ont souligné à Caux des représentants des deux communautés, n'est pas étrangère aux contacts noués dans le cadre de l'action du Réarmement moral.

Le 22 octobre, une étape définitive a été franchie lorsque le Sénat italien a approuvé en deuxième lecture le nouveau statut du Trentin et du Haut-Adige. Il s'agit d'une loi constitutionnelle sur laquelle les deux Chambres italiennes avaient eu à se prononcer à deux reprises et qui a recueilli chaque fois plus des deux tiers des voix, le parti néo-fasciste étant le seul à avoir voté contre.

Bien que, sur place, au Haut-Adige, certains éléments germanophones éprouvent encore quelque réticence, suspectant la communauté italienne de ne pas vouloir appliquer loyalement les accords intervenus, le ministre de l'Intérieur à Rome a affirmé devant les sénateurs que le nouveau statut liquidait définitivement la controverse entre l'Autriche et l'Italie. La preuve en est donnée par la visite officielle que le président de la République autrichienne, M. Jonas, fait ces jours-ci à Rome. Il avait voyagé, détail significatif, dans un appareil des lignes autrichiennes portant le nom « Tyrol ». Un tel déplacement eût été impensable il y a encore un an. En fait il n'y a jamais eu de visite officielle autrichienne en Italie depuis l'empereur François-Joseph en 1875. Et, ces dernières années, c'est Rome qui a bloqué la procédure de pourparlers entre Vienne et le Marché commun. Voilà pourquoi, à l'instar du *Journal de Genève*, on peut bien qualifier la démarche de M. Jonas de « visite de la réconciliation ».

J.-J. O.

# RÉARMEMENT MORAL

## INFORMATION



### Rencontre à Hanovre

Après Mayence et Stuttgart, c'est à Hanovre que se sont tenues, les 30 et 31 octobre, des « Journées du Réarmement moral ». L'ancien ministre-président de Basse-Saxe, M. Heinrich Hellwege, figurait au nombre des participants. S'il rappela le rôle « déterminant » joué par « l'esprit de Caux » dans le rétablissement des relations entre l'Allemagne et ses voisins après la guerre, il en souligna l'actualité dans l'Europe d'aujourd'hui.

Dans une allocution, un député de Bonn, M. Adolf Scheu déclara : « Un homme politique ne peut pas se permettre les illusions que s'offre parfois l'homme de la rue. Mais il peut — et doit — avoir une vision pour l'avenir de son pays. Des choses prodigieuses pourraient se passer si les politiciens, dans leur recherche, se mettaient à l'écoute de Dieu. »

Les participants ont décidé d'aider activement M. Rajmohan Gandhi à poursuivre son programme de réarmement moral dans son pays.

### Débat à Oxford

Sous les regards étonnés que lui jetaient les portraits d'anciens premiers ministres ou évêques, une foule bigarrée s'était réunie dans le hall du Collège Balliol, à Oxford, en cette fin d'octobre. Ce centre de la gauche accueillait le célèbre joueur de cricket antillais Conrad Hunte et son groupe d'action multiracial du Réarmement moral, qui venaient parler d'une « révolution totale ».

Le soir précédent, Hunte et ses amis avaient participé à un débat contradictoire sur le thème : « La violence est-elle le seul moyen de changer la société ? » Ils poursuivirent leurs contacts avec les étudiants et le corps professoral le lendemain au cours de rencontres dans les nombreux établissements d'enseignement universitaire de la ville.

### Commémoration à Londres

Six cents personnes étaient présentes le 14 novembre à la cérémonie marquant le 25<sup>e</sup> anniversaire de la consécration du Théâtre Westminster, à Londres, comme « monument vivant à la mémoire des hommes du Réarmement moral qui ont donné leur vie au cours de la Seconde Guerre mondiale ».

Elles observèrent une minute de silence « non seulement en souvenir du passé mais comme directive pour l'avenir ». Ensuite, le roi Michel de Roumanie, auprès duquel se tenaient l'attaché militaire allemand et l'attaché naval japonais, déposa une gerbe, en présence de vétérans des trois armes.

Des familles de plusieurs héros de la guerre et certains des nombreux anciens combattants qui avaient donné leur prime de démobilisation pour acheter le théâtre prirent ensuite la parole. Un soldat anglais qui venait d'arriver de Londonderry, Irlande du Nord, déclara que ce qu'il avait vu au Théâtre Westminster l'avait décidé à communiquer à ses camarades un nouvel esprit de foi. Des jeunes gens de huit pays, nés depuis la guerre, s'engagèrent à « donner leur vie pour construire ce monde différent que ni la guerre ni la paix n'avaient encore pu créer. »

### Envois vers trois continents

Au titre de la Coopération, un jeune Belge part fin novembre pour le Nigeria où il a été invité à participer aux cours de formation civique et morale donnés depuis plusieurs années aux membres de la Police nationale par des hommes du Réarmement moral.

Quatre Français viennent de s'envoler pour l'Inde. L'un d'eux est un séminariste pour qui son séjour dans ce pays dans le cadre du Réarmement moral fait partie de son stage de formation.

Trois Suisses sont partis le même jour pour participer à l'action du Réarmement moral sur le continent américain, pour le Mexique, le Brésil et le Canada.

Une semaine plus tard, l'ancienne diététicienne en chef de l'Hôpital cantonal de Lausanne, et l'ancienne infirmière-chef de la Maternité de Lausanne, partaient pour l'Inde où elles sont impatiemment attendues au centre du Réarmement moral de Panchgani. Avec elles s'envolait aussi une institutrice de Berne qui, ces dernières années, a mis tout son cœur, son énergie et ses compétences à animer les équipes de cuisine du centre de Caux. Soulignons que chacun de ces voyageurs a assuré lui-même le financement de son voyage et de ses frais d'entretien outre-mer. L'un d'eux a vendu sa voiture ; un autre a puisé dans un héritage, un troisième dans ses modestes économies.

### Messieurs les Anglais

Chers Anglais, nous voici donc, une fois encore, sur le même bateau. Qu'allons-nous faire ensemble, cette fois-ci ? A part le beurre de Nouvelle-Zélande, nous aurions beaucoup à gagner si, en vous incorporant à l'Europe, vous nous injectiez quelques-unes de vos vertus nationales... Chez vous, les relations de citoyen à citoyen, le savoir-vivre ensemble, se situent dans un climat inconnu chez nous. En un mot, vous croyez qu'il existe un intérêt collectif des Anglais et qu'il y va du respect des feux rouges à de beaucoup plus grands sacrifices.

Serez-vous contagieux ? Ou bien est-ce vous qui serez contaminés par les « continentaux » ?

Chers Anglais, permettez-nous d'espérer que nous pouvons, encore une fois, compter sur vous.

Françoise Giroud  
L'Express du 1<sup>er</sup> novembre 1971

### Arboriculture chinoise

Les Chinois pratiqueront la politique du sapin et du saule : fermes comme le sapin sur les principes, souples comme le saule sur les détails.

Haut fonctionnaire chinois, à Pékin

### Liberté

Si l'on ne sait pas ce qu'est la liberté intérieure, on ne sait rien de la liberté tout court.

Louis Pauwels  
(Lettre ouverte aux gens heureux)

### Astuce

Lors de la journée nationale en faveur des réfugiés du Bengale, un garçon de Lucerne s'est approché de tous les jeunes gens à cheveux longs qu'il rencontrait : « Combien d'argent économisez-vous en n'allant pas chez le coiffeur ? interrogeait-il. — 6 francs la coupe — Alors donnez-les pour le Bengale. » Au bout d'une heure l'entrepreneur garçon avait récolté 66 francs.

## La politique au féminin

*Parmi les 244 nouveaux élus au Parlement suisse, pour la première fois onze femmes. Cet événement a suscité beaucoup de commentaires. Mais qu'en pensent les principales intéressées, celles qui ont osé tenter leur chance ?*

J'ai eu l'occasion cet été à Caux de rencontrer une des quelque 250 candidates : M<sup>me</sup> Jacqueline Voumard, une mère de famille neuchâteloise. Trois mois après, faisant le bilan de son expérience, elle me déclarait : « Entièrement positif, malgré mon échec aux élections. Cette tâche qui dépassait le cadre de mes préoccupations habituelles m'a forcée à penser plus grand. Cela a aussi été un excellent cours d'instruction civique pour mes enfants. » « Ce qui m'a le plus aidée, ajoutait M<sup>me</sup> Voumard dont c'était la première expérience du genre, c'est le soutien inconditionnel de ma famille, l'appui d'amis désintéressés qui comme moi recherchent la direction divine quotidiennement, et la prière. C'est sur cette base d'ailleurs que j'ai fait mes discours électoraux. »

Intéressée, j'ai voulu alors rencontrer d'autres femmes engagées dans la vie politique suisse.

### Benjamine du Parlement

Frêle et menue dans sa vaste pèlerine bleue, Gabrielle Nanchen, 28 ans, deux enfants, m'attend devant la villa moderne qu'elle habite au Valais. Cette ancienne assistante sociale a visiblement été surprise par son élection au Conseil national. « Elle me forcera à abandonner partiellement mon occupation favorite de mère de famille, regrette la future benjamine du Parlement. » Gabrielle Nanchen a adhéré il y a quatre ans au Parti socialiste valaisan. Elle a participé à la campagne électorale pour amener des voix de femmes à son parti et faire connaître ses idées. Elle est pour un changement radical de la société actuelle où tous les échanges sont basés sur la loi du profit. Comment ?

Sans le voir encore précisément, elle pense qu'à côté des réformes de structures, il faudra une prise de conscience collective de l'injustice de notre système, et un effort d'imagination de la part de l'individu.

De façon plus immédiate, Gabrielle Nanchen fera tout ce qui est en son pouvoir pour faire passer l'initiative socialiste sur la participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise. Petite-fille d'un émigrant italien, elle possède une véritable « rogne » contre les xénophobes. « Quand on attaque un Italien, je montre les dents, dit-elle. Nous les Suisses utilisons leurs bras et rejetons leurs enfants. Nous leur faisons construire des immeubles de luxe et les parquons dans des baraquements de bois. » Là aussi mon interlocutrice estime qu'un profond changement de mentalité, particulièrement chez les ouvriers suisses, est indispensable. Si elle n'a pas rejoint l'extrême-gauche, c'est qu'elle trouve ses représentants trop intolérants. « Et avant de démolir la baraque, il faut faire les plans de la nouvelle maison », ajoute-t-elle sagement.

Comme je lui souhaite bonne chance, elle me répond : « On m'a dit que le Parlement émousse, mais j'espère rester une révolutionnaire. J'ai dit exactement ce que je pensais pendant la campagne électorale et je continuerai à Berne. Car je n'ai rien à perdre et tout à gagner ! »

### L'enseignement m'a préparée

La bise hivernale faisait frissonner M<sup>lle</sup> Tilo Frey. Née au Cameroun d'un père suisse et d'une mère peule, la nouvelle conseillère nationale neuchâteloise a gardé la nostalgie du soleil. Enseignante enthousiaste,

cette sous-directrice de l'Ecole de Commerce estime que son métier l'a préparée à ses fonctions publiques. Car elle y a appris à créer un contact humain en écoutant ses élèves et en discutant avec eux. Venue en Suisse à l'âge de six ans, son apparence légèrement exotique ne facilita pas son adaptation au pays. « Mais, affirme-t-elle, je ne regrette rien. Dieu m'a donné la force de surmonter mes difficultés et cela a forgé mon caractère. »

Membre depuis plusieurs années déjà des organes législatifs de la ville et du canton de Neuchâtel, elle me dit : « Au début, je ne me sentais pas à la hauteur. Mais s'il n'y a pas de honte à peiner, c'en est une de renoncer. J'ai accepté d'être candidate radicale au Conseil national parce que je m'étais battue pour que le droit de vote soit accordé aux femmes. Il fallait faire face aux devoirs que cela implique. Mais je n'aurais jamais cru que je passerais. »

Au Parlement, M<sup>lle</sup> Frey n'a pas l'intention de se limiter aux questions dites féminines. « Etant enseignante, je n'ai aucun intérêt particulier à défendre, m'explique-t-elle. Je suis ouverte à tout. » Malgré tout, les problèmes de la femme et ceux du tiers monde la touchent particulièrement. « Nous sommes si paternalistes envers le tiers monde, dit-elle. Nous croyons tout savoir. Mais si techniquement nous sommes plus avancés, et devons envoyer des techniciens, sur le plan humain et spirituel nous avons beaucoup à apprendre de ces peuples. »

### Savoir être disponible

C'est dans un salon agrémenté des roses de son jardin que M<sup>me</sup> Girard-Montet me



### ABONNEMENTS TRIBUNE DE CAUX

Prix de lancement valable jusqu'au 31 décembre 1971 :  
 France : FF 20 Suisse : Fr.s. 15.— Belgique : FB 180  
 Prix 1972 : FF 24 Fr.s. 18.— FB 220  
 Prix spécial étudiants, lycéens :  
 France : FF 12 Suisse : Fr.s. 10.— Belgique : FB 120

### Verser le montant de l'abonnement :

En France : à la Tribune de Caux, (68 Bd Flandrin, Paris 16<sup>e</sup>) par chèque bancaire, ou au CCP 32 726 49, La Source.  
 En Suisse : à la Tribune de Caux, CCP 10 - 25 366 — Lausanne.  
 En Belgique : au Réarmement moral, CCP 57 81 60 — Bruxelles (avec la mention « abonnement Tribune de Caux »).

reçoit. Car la présidente de l'Association pour la défense des Droits de la femme (jusqu'à février 1971 l'Association pour le Suffrage féminin) est aussi une horticultrice engagée.

Aux yeux de M<sup>me</sup> Girard-Montet, une femme doit savoir s'organiser. « Depuis des années, dit-elle, je fais un planning hebdomadaire et quotidien. Grâce à cela j'ai pu cumuler de nombreuses occupations au dehors de mon foyer et élever mes trois enfants. Mais je me suis toujours arrangée pour être là quand ils rentraient de l'école ; avant tout il faut leur donner une sécurité affective. Je regrette seulement de n'avoir pas su laisser des « tranches de disponibilité » dans mon horaire pour l'imprévu. » Ancienne cheftaine éclairée, collaboratrice à diverses publications et à la radio, M<sup>me</sup> Girard a participé activement à la campagne électorale. Comme toutes les autres Vaudoises qui se présentaient, elle a échoué. « L'expérience m'a enrichie, m'a-t-elle dit, mais où donc étaient les jeunes ? Leur absence m'a déçue. »

Une autre source de déception pour M<sup>me</sup> Girard a été « le climat dramatiquement local de la campagne ». Mais mon interlocutrice a son idée quant à la revitalisation de la vie civique : « Il faut recréer une vie communautaire par quartier, dit-elle. Le collège de quartier, la chapelle, le terrain de sports, le centre de loisirs peuvent être autant de points de ralliement au sein de nos grands ensembles. »

Je laisse M<sup>me</sup> Girard-Montet à ses dossiers. Elle les étudie comme si elle était au Parlement, « car, dit-elle, il faut être renseignée pour informer nos députés des problèmes qui nous tiennent à cœur. »

### « J'ai passé mon enfance dans le Jura »

« Toutes les injustices sont des causes qui me sont chères », affirme avec conviction M<sup>me</sup> Beck, députée démo-chrétienne au Grand Conseil genevois.

« J'ai passé mon enfance dans le Jura et j'ai été réellement traumatisée par les séquences des persécutions que les Bernois ont infligées aux catholiques. » Cette énergique dame blonde, mère de cinq fils, a été encouragée par sa famille à faire de la politique active. « Mais ce n'est que lorsque mes enfants ont été élevés que je m'y suis lancée. Car cela prenait trop de temps que je voulais consacrer aux miens. »

Au début, M<sup>me</sup> Beck était la seule femme

de son parti au Grand Conseil et la vie n'a pas toujours été facile. « Dans tous les partis, certains de ces messieurs n'aiment pas voir leur pouvoir contesté. Et beaucoup de femmes se découragent, car elles sentent qu'il y a un barrage dans le corps électoral, même féminin. » M<sup>me</sup> Beck a sans doute su vaincre cet obstacle puisqu'elle fait partie du comité directeur du parti suisse démo-chrétien et de l'importante commission des Finances du Parlement genevois. Mes questions sur le rôle international de la Suisse la laissent tout d'abord songeuse. « La Suisse pourrait être un symbole, répond-elle enfin, mais pour cela il nous faut d'abord résoudre nos problèmes internes : la question des travailleurs étrangers et celle du statut du Jura. »

« Si les Suisses semblent perdre de vue le rôle international que leur pays pourrait jouer, ajoute-t-elle, c'est sans doute parce que notre vie politique est trop dominée par des soucis d'ordre purement matériel. Il faut retrouver les vraies valeurs et la femme a dans ce domaine un rôle prédominant à jouer. » Pour elle, Noël sera une fête essentiellement religieuse, où d'autres que la famille seront inclus. « Ma mère, dit-elle, nous avait enseigné à rendre visite à des personnes isolées le jour de Noël ; maintenant, nous invitons des familles étrangères. L'année passée, nous avons eu des Siciliens. Ils nous apportent beaucoup, par exemple leur sens de la vie communautaire. »

### C'est notre affaire à toutes

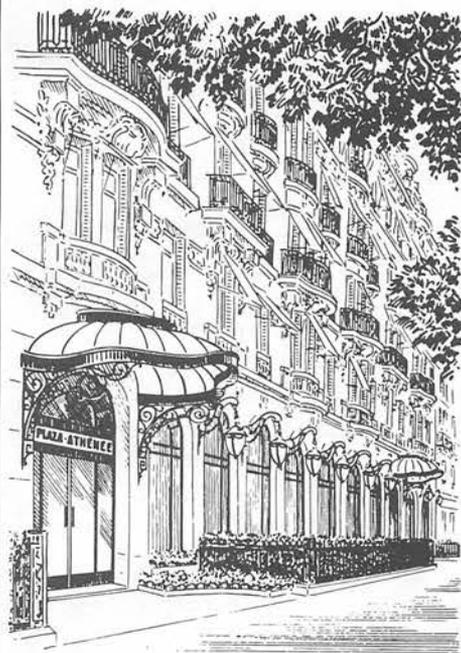
« J'ai fait campagne pour le suffrage féminin, mais maintenant je ne vote plus car cela ne sert à rien », disait une Genevoise à une Française éberluée. Nul doute que d'autres Suisses partagent cet avis. Pourtant, toutes les femmes que j'ai rencontrées avaient une personnalité bien à elles et une cause à défendre au-delà des vérités partisans. Sauront-elles y rester fidèles ?

Refuseront-elles d'entrer dans les subtilités du système établi ? Si oui, elles pourront briser le carcan des vieilles habitudes et redonneront à la vie politique suisse une fraîcheur et une sincérité qui ravivera l'intérêt du citoyen — et de la citoyenne ! A nous de les y aider. Par une amitié sincère. Et en sachant nous-mêmes rester fidèles à nos convictions en dépit des modes du moment. Car, après tout, la démocratie, ça s'exerce toute l'année et pas seulement au moment des élections !

Catherine Guisan

PARIS

## HOTEL PLAZA ATHÉNÉE



★★★★

25, AVENUE MONTAIGNE  
PARIS 8<sup>e</sup> - 359-85-23



## **Conférence d'hiver à Caux**

23 décembre — 4 janvier

Repenser dans l'esprit de Noël les grandes questions qui secouent le monde et l'homme. Apprendre à mettre nos vies plus efficacement sous le regard de Dieu et au service d'un monde à reconstruire. Mettre en commun les expériences faites dans la famille, l'enseignement, l'économie. Nous préparer à agir avec ténacité pour le réarmement moral de nos pays. Tel est le sens de ces journées de Caux.

*La session proprement dite commencera le 27 décembre à 17 h. Mais on est invité à passer à Caux les journées de Noël à partir du 23 décembre.*

Inscriptions : Centre de conférence, CH 1824 - Caux